

Pour la Consolidation des Capacités de la Société Civile Tunisienne dans la Lutte Contre les Formes de Discrimination

Thématique principale: Droits humains et société civile



Couverture nationale
Zones Géographiques :
- Tunis : Gouvernorat entier

Informations générales

Budget global	€372,261
Budget européen	€372,261
Date de début	01/02/2018
Date de fin	31/07/2021
Statut	Archivé
Projet National	Oui

Organisations partenaires

Chef de file

- MRG - MINORITY RIGHTS GROUP LBG

Labels:

Informations

Actualités du projet :

Résultat 1 : Amélioration durable des capacités locales de la société civile tunisienne (OSC & media) dans sa lutte contre toutes les formes de discrimination grâce à des programmes de formation

Résultat 2 : Meilleur soutien et/ou protection pour les victimes de discrimination grâce à la mise en place d'un réseau de Points Anti-Discrimination (PAD-6) en mesure d'identifier, analyser et d'apporter un soutien juridique aux victimes de discrimination

Résultat 3 : Meilleure sensibilisation des acteurs clé (gouvernement et institutions internationales) et de la société en général sur les questions relatives à la discrimination via notamment la mise en place de 4 campagnes de plaidoyer et d'une campagne médiatique dans le but d'encourager des changements du cadre législatif pour lutter efficacement contre la discrimination.

Présentation du projet :

Promouvoir la lutte contre toutes les formes de discrimination, et tout particulièrement les discriminations raciales, nationales ou/et fondées sur l'orientation sexuelle, dans toutes les régions de Tunisie.

En partenariat avec l'association DAMJ

Objectifs du projet :

Objectif spécifique 1 : Renforcer les compétences et connaissances de la société civile tunisienne en vue d'accroître sa capacité à mieux identifier, documenter, suivre, analyser et dénoncer les cas de discrimination fondés sur la race, la nationalité ou l'orientation sexuelle dans la société tunisienne

Objectif spécifique 2 : Sensibiliser les acteurs nationaux et internationaux, les médias et la population tunisienne aux questions relatives à la discrimination, afin de mettre en œuvre et renforcer les politiques et pratiques tendant à réduire les incidents discriminatoires.